

Comptes de l'agriculture : les résultats de l'année 2016 sont catastrophiques

En 2016, les résultats économiques de l'agriculture française sont mauvais : recul du revenu, baisse des investissements et commerce extérieur en berne. Les chiffres publiés par la Commission des Comptes de l'Agriculture Nationale le jeudi 6 juillet 2017 tracent un portrait très sombre de l'agriculture française.

Contact : Didier CARAES

L'année 2016 aura été particulièrement difficile pour l'agriculture française. Dans le compte national de l'agriculture (publié lors de la Commission des Comptes de l'Agriculture Nationale qui s'est réunie ce jeudi), l'INSEE estime que la valeur ajoutée brute de la branche agricole (y compris les subventions) aurait baissé de -9,4 % entre 2015 et 2016 (en termes réels, c'est-à-dire y compris l'inflation) et s'élèverait à 33,5 milliards d'€ en 2016 ; rapporté au nombre d'actifs des exploitations agricoles (salariés et non-salariés), cela fait un recul de - 8,4 % par actif.

Cette forte baisse de 2016 s'inscrit dans le régime d'instabilité de l'économie agricole que l'on connaît bien maintenant où les fortes hausses de résultats (2014, 2015) s'enchaînent avec les fortes baisses (2013, 2016).

Les faits marquants de 2016, sont :

- Du côté des productions végétales, des conditions climatiques défavorables (gel et pluies au printemps, sécheresse de l'été) qui conduisent au recul des volumes récoltés des principales productions. Et pour les céréales, on ajoutera que la baisse des prix sur les marchés mondiaux a rendu la situation plus critique encore ;
- Pour les productions animales, on soulignera le poids de la concurrence que se livrent désormais les éleveurs européens sur le territoire communautaire. Les éleveurs laitiers français ont particulièrement souffert de cette nouvelle économie de rivali-

té, de même que les éleveurs de volaille (mais les éleveurs de porcins ont pu trouver un peu d'oxygène avec la reprise de la demande asiatique).

- Le coût des intrants est en recul grâce à l'accalmie sur les marchés de l'énergie et des engrais, et aussi à la baisse du prix de l'alimentation animale (conséquence de la baisse du prix des produits de grandes cultures). Mais c'est insuffisant pour compenser la chute de la valeur des productions agricoles.

Le compte national donne aussi un aperçu des investissements de l'agriculture française. Dans un contexte de baisse des résultats, les agriculteurs ont réduit leurs investissements en 2016 : ils s'élèvent à 10,2 milliards d'€ en 2016 contre 10,8 milliards d'€ en 2014. Outre la dégradation des revenus d'activité en 2016, c'est peut-être l'environnement d'incertitude et d'instabilité dans lequel les agriculteurs évoluent désormais qui inhibent leurs projets de développement.

Baisse des résultats, baisse des investissements, si on ajoute à cela, l'érosion de l'excédent du commerce extérieur agroalimentaire français, qui passe de plus de 9 milliards d'€ en 2015 à 5,9 en 2016, on a alors un tableau assez sombre de la situation agricole en 2016.

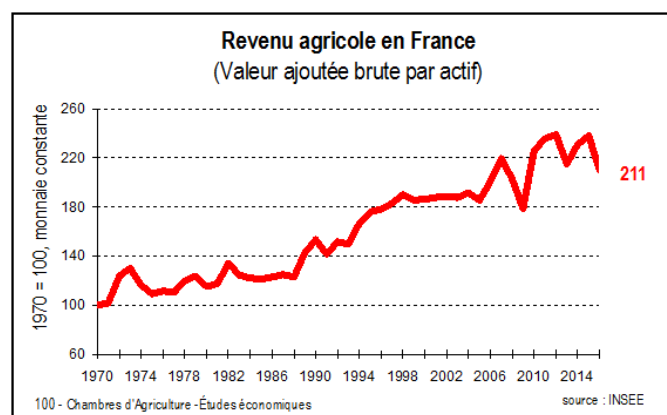
Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

9 avenue George V
75008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
Email : accueil@apca.chambagri.fr
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
Siret 180070047 00014
www.chambres-agriculture.fr

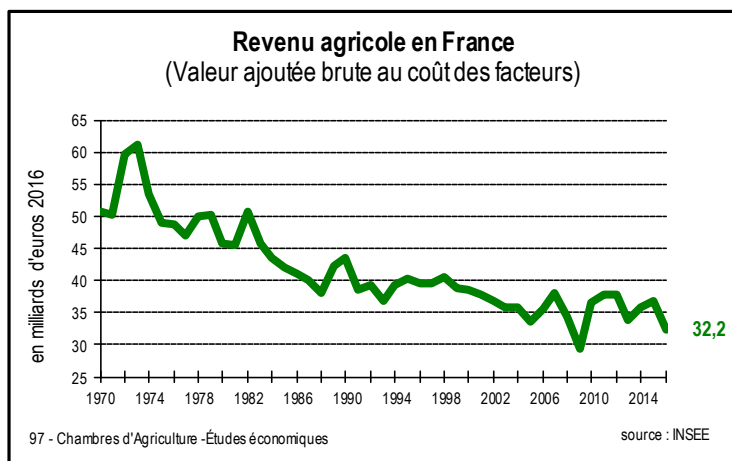


Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»

Avec la participation financière du CasDAR

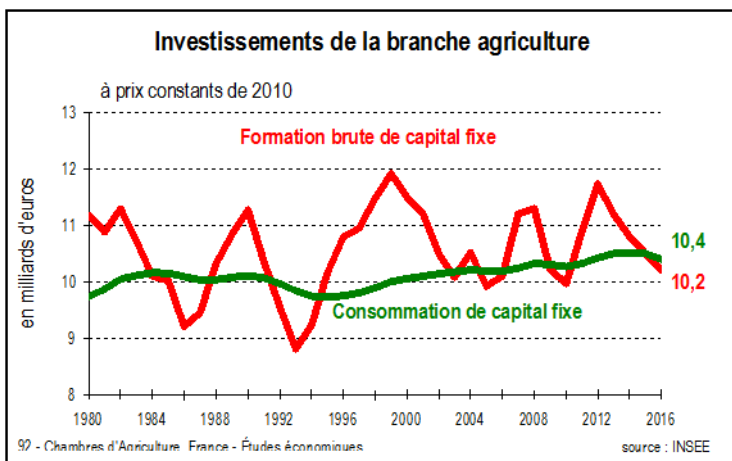


Valeur ajoutée agricole : une érosion ancienne



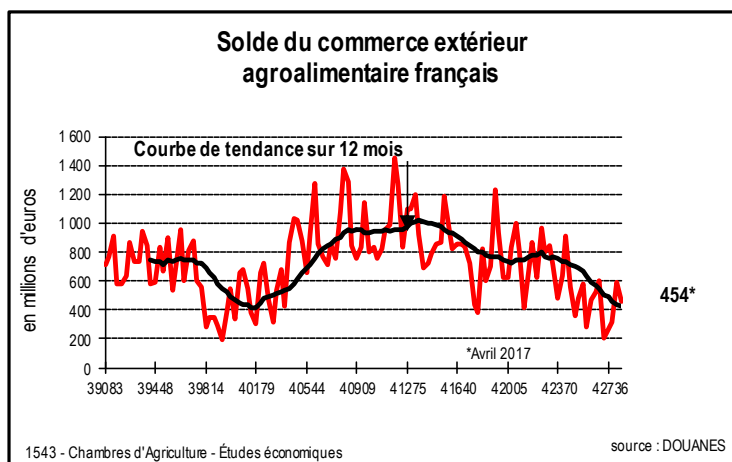
L'année 2016 a été difficile mais il faut rappeler que l'érosion de la valeur ajoutée agricole est ancienne. Entre 1970 et 2016, la valeur ajoutée globale dégagée par la branche agricole a baissé de plus d'un tiers. Si la valeur ajoutée moyenne par actif ne chute pas complètement à long terme (comme on a pu le voir dans le graphique précédent), c'est que la baisse du nombre des actifs agricoles est plus forte que celle du revenu.

Investissements : recul de la Formation brute de capital fixe de la branche agriculture



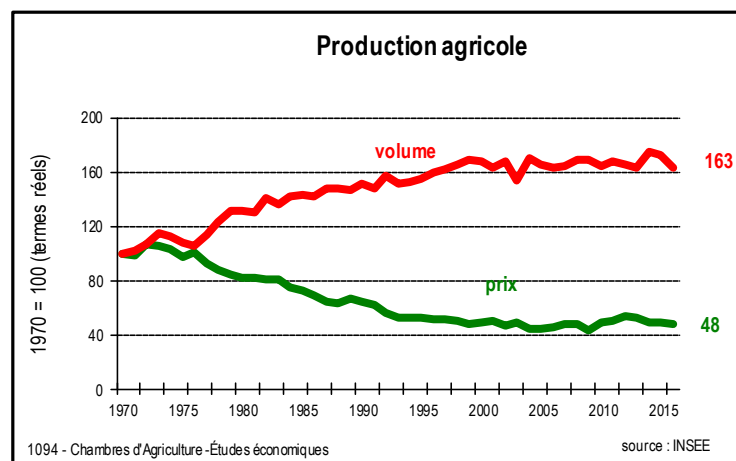
La branche agricole a réduit son effort d'investissement (formation brute de capital fixe, dans le langage de comptabilité nationale) ces dernières années. En 2016, la situation s'aggrave puisque la valeur des amortissements de la branche (consommation de capital fixe) est supérieure à l'investissement : cette année, la reproduction du capital de la branche agriculture n'a pas été assurée.

Commerce extérieur : dégradation de la compétitivité de l'agroalimentaire français



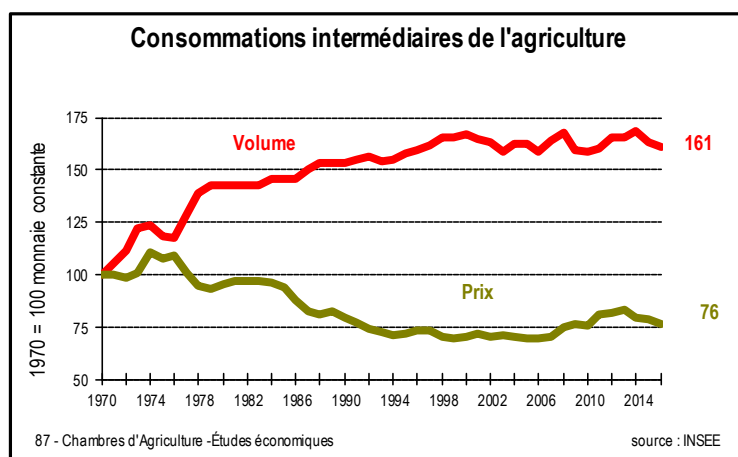
En 2016, tous les produits phares du commerce extérieur agroalimentaire français sont en difficulté : céréales et produits laitiers, en particulier. Mais cela dit, il faut souligner que si l'année 2016 semble particulièrement difficile, la dégradation du solde du commerce extérieur agroalimentaire est plus ancienne : l'érosion de la compétitivité de l'agroalimentaire se manifeste depuis déjà quelques années.

Production : croissance au ralenti depuis 2000



Alors que l'agriculture française était dans un régime de croissance de long terme, une inflexion s'est produite au tournant des années 2000 et une stabilité (stagnation ?) s'est installée (surtout en raison d'un recul des volumes des produits animaux). Inversement, les prix de la production agricole ont ralenti leur longue décline.

Intrants : des achats maîtrisés



Depuis plus de 10 ans, les achats d'intrants de la branche agricole ne progressent plus. Ce changement de mode de production des agriculteurs français a permis d'amortir les soubresauts des marchés mondiaux des matières premières des dernières années et de la hausse des prix des intrants qui en a suivi.

Résultats régionaux : baisse des revenus agricoles dans les régions

Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif			
Evolution en termes réels (%)	2014/ 2013	2015/ 2014	2016/ 2015
Ile-de-France	-1	-7,3	-64,1
Centre - Val de Loire	1,8	11,3	-20,9
Bourgogne - Franche - Comté	13,9	1,2	-20,7
Normandie	-0,3	5,6	-11,6
Hauts de France	-8,2	11	-18,77
Grand Est	3,3	-0,9	-12
Pays de la Loire	5,9	0,8	-10,8
Bretagne	11,6	2,7	1,5
Nouvelle Aquitaine	24,7	5,2	-7,3
Occitanie	10,4	5,2	1,3
Auvergne - Rhône - Alpes	8,9	4,5	0,4
Provence - Alpes - Côte d'azur	9,4	6,6	7,9
Corse	-6,1	23,8	14,4
France	7,5	4,4	-9,4

Source : Agreste, comptes régionaux de l'agriculture 2016 provisoires

Le Ministère de l'Agriculture propose une segmentation du compte national au niveau régional (hors Outre-Mer). Dans le contexte de dégradation de l'économie agricole nationale, sur les 13 régions métropolitaines (nouvelle définition), cinq ont pu dégager une croissance de leur résultat agricole annuelle en particulier dans le sud grâce aux résultats plutôt positifs dans la production fruitière.

Baisse de -9,1 % de la valeur ajoutée nette au coût des facteurs en 2016

En dépit d'une certaine accalmie du côté des intrants et de leurs prix, la baisse de la valeur de la production agricole a conduit à un recul important de la valeur ajoutée de -9,1% y compris avec les subventions. Quand on solde toutes les autres charges (charges salariales, intérêts, fermages), la baisse du résultat net de la branche agricole est de -21,9 % par actif non salarié.

	Evolution 2016/2015 en %			Valeur en milliards d'euros
	Vdume	Prix	Valeur	
Productions agricoles				
Céréales	-25,2	-8,1	-31,3	7,7
dont blé tendre	-32	-7	-36,8	4,0
maïs	-15	1	-14,1	1,9
Plantes industrielles	-6	0,5	-5,5	3,8
dont oléagineux	-9	-1	-10	2,3
betteraves	0	5,7	5,7	0,8
Plantes fourragères	-0,4	-0,3	-0,7	5,6
Production maraich. horticole	0,5	3,2	3,8	6,0
dont légumes	0,9	5	5,9	3,1
plantes, fleurs	0,1	1,5	1,7	2,9
Pommes de terre	-3,7	23,2	18,7	2,5
Fruits	-2,6	8,6	5,8	3,0
Vins d'appellation d'origine	-4	-0,8	-4,8	9,0
Autres vins	3,5	2,8	6,5	2,4
Total production végétale	-8,9	0,2	-8,7	40,2
Bétail	1,8	-2,3	-0,5	11,1
dont gros bovins	1,3	-4,7	-3,4	6,0
veaux	0,7	0,6	1,3	1,2
porcins	0,5	3,3	3,8	3,1
ovins, caprins	4	-2,7	0	0,7
Production avicole	-4,4	-0,9	-5,3	4,6
dont volailles	-5,3	-0,4	-5,7	3,3
Autre production animale	-2,3	-6	-8,1	9,0
dont lait	-1,7	-6,5	-8,1	8,1
Total production animale	-0,9	-3,4	-4,3	24,7
Activités de services	0	0,8	0,8	4,6
Aides liées aux produits	-5,3	-3	-5,3	1,2
Total hors subventions	-5,6	-1,1	-6,6	69,5
Total avec subventions	-5,5	-1	-6,5	70,7
Consommations intermédiaires				
Consommations intermédiaires (hors TVA)	-1,5	-2,2	-3,6	43,8
Aliments bétail intracommunés	-2,7	0,3	-2,4	6,8
Aliments produits des IAA	-4,3	-4	-8,1	7,6
Engrais	-0,9	-3,9	-4,8	3,9
Phytosanitaires	-2,3	-0,4	-2,7	3,2
Semences et plants	-1,8	0,5	-1,3	2,5
Valeur Ajoutée Brute (1)			-10,8	26,8

Charges et subventions		
	Evolution 2016/2015 en % Indice de valeur	Valeur en milliards d'euros
CCF * (2)	-0,1	10,5
Autres charges		
Salaires (3)	1,2	6,3
Cotisations sociales (4)	1,2	1,5
Impôts fonciers (5)	-14,2	0,9
Intérêts (6)	12,0	0,8
Charges locatives (7)	-12,1	0,8
Autres impôts (8)	-6,0	0,6
Autres ressources		
Subv. d'expl (9)	-3,3	8,2

* CCF = Consommation de capital fixe

Résultats et revenus	
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs Valeur en millions d'euros courants (13) = (1) + (9) - (5) - (8)	33,5
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif Taux de variation en termes réels - (14) = (13) / (10) / (11)	-8,4%
Résultat brut de la branche agricole Valeur en millions d'euros courants (15) = (13) - (3) - (4) - (6) - (7)	22,2
Résultat brut de la branche agricole par actif non salarié 2016/2015 Taux de variation en termes réels - (16) = (15) / (10) / (12)	-12,3%

Prix du PIB (10)	0,4%
Nombre d'actifs agricoles (11)	-1,1%
Nombre d'actifs non salariés (12)	-2,1%

Le tableau ci-dessus reprend les principaux postes de produits et de charges du Compte National de l'Agriculture prévisionnel pour l'année 2016.

Ce compte est calculé par l'INSEE. Il est le seul compte prévisionnel désormais présenté à la CCAN de décembre.

Le Compte National de l'Agriculture mesure les flux de valeurs liés à l'activité de la branche agricole, dans son ensemble, c'est-à-dire de toutes les exploitations agricoles, des ETA, des CUMA et des lycées agricoles.

Chacun des postes est renseigné par une approche macro-économique (achat des industries, commerce extérieur...) et non directement auprès des exploitations agricoles.